



ARRETE DU MAIRE N° 2022-10-141 :
DELEGATION DE FONCTION ET DE SIGNATURE
à Madame Laure CLEMENT,
conseillère municipale déléguée

La Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L 2122-18, qui confère le pouvoir au maire de déléguer une partie de ses attributions,

Vu le procès-verbal de l'élection du Maire et des Adjoints,

Vu la délibération n°22-14-04 du 1^{er} octobre 2022 portant délégation de compétences du Conseil Municipal à la Maire,

Considérant que pour la bonne administration des services municipaux, et pour permettre une parfaite continuité du service public, il est nécessaire que l'exercice de certaines fonctions soit assuré par les conseillers municipaux,

A R R E T E

ARTICLE 1

A compter de l'acquisition du caractère exécutoire du présent arrêté, **Madame Laure CLEMENT, conseillère municipale** est déléguée, sous la surveillance et la responsabilité du Maire, pour remplir les fonctions de conseillère municipale déléguée au pouvoir d'achat.

ARTICLE 2

Pour permettre à Madame Laure CLEMENT d'assumer sa délégation, elle disposera d'une délégation de signature pour tous les actes relatifs à ses missions. Elle pourra, dans les strictes limites des activités liées à sa délégation fonctionnelle,

- signer toute correspondance en lien avec la présente délégation

Plus généralement, Madame Laure CLEMENT représente le Maire dans les domaines de compétence objets de la délégation.

Les actes pris dans le cadre de la présente délégation porteront, en complément du prénom et nom du signataire, la mention suivante :

« La conseillère municipale déléguée au pouvoir d'achat ».



ARTICLE 3

Madame Laure CLEMENT devra rendre compte régulièrement au Maire des actes pris dans le cadre de sa délégation.

Ceux-ci ne font pas obstacle au pouvoir du Maire d'accomplir concurremment des actes dans les domaines objet de la présente délégation.

ARTICLE 4

La présente délégation subsistera tant qu'elle ne sera pas rapportée et pour toute la durée du mandat municipal en cours.

ARTICLE 5

La Directrice générale des services est chargée de la publication et de l'exécution et de la notification du présent arrêté dont ampliation sera transmise à :

- Monsieur le Préfet du Val d'Oise pour contrôle de légalité
- Monsieur le comptable public
- Madame Laure CLEMENT pour notification

Fait à Courdimanche, le 4 octobre 2022

Sophie MATHARAN

Maire de Courdimanche



Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, devant le Tribunal Administratif de Cergy-Pontoise, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'auteur de la décision peut également être saisi d'un recours gracieux dans le même délai. Cette démarche prolonge le délai de recours qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le tribunal administratif de Cergy-Pontoise peut également être saisi directement par les personnes physiques et morales par l'intermédiaire de l'application « Télérecours citoyens » (Informations et accès au service disponibles à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>).